

Grand Paris Express Financement, délais et impact sur la ville restent en tête des préoccupations

Publié le 22 octobre 2012 par F.DePaola Nogent citoyen

Les réunions publiques préalables à l'enquête publique sur le Grand Paris Express continuent d'attirer du monde. 300 personnes étaient venues à Villejuif le jeudi 18 octobre pour faire part de leurs interrogations sur le financement et la date de livraison de la ligne rouge sud, leurs doutes sur l'impact écologique de l'opération ou encore leurs réserves concernant le futur exploitant de l'équipement.

Première préoccupation : le financement. Dès le début des échanges, un élu de Villejuif, Jean-François Harel, s'inquiète d'une possible augmentation des impôts. Comme à chaque réunion, Pierre-Alain Jeanneney, membre du Directoire de la Société du Grand Paris (SGP) qui porte le projet, tente de rassurer en détaillant les différentes contributions permettant le financement de l'infrastructure et un futur grand emprunt.

Le timing du projet inquiète également les Villejuifois, marqués par une lutte de vingt-cinq ans pour enfin avoir une ligne de métro dans la ville en 1985. Un habitant affirme « *connaître le système de reports incessants* » dont ce genre de projet est coutumier, et assure que le non versement du milliard d'euros promis par le gouvernement pour la société du Grand Paris retardera aussi la livraison de la ligne rouge sud.

Réponse immédiate d'Etienne Guyot : la ministre Cécile Duflot leur a rappelé que l'Etat comptait bien verser le milliard d'euros en 2015 mais **qu'il souhaite avant tout recalculer le coût global de l'opération**. Concernant les retards de livraison, « *la société du Grand Paris a jusqu'ici toujours tenu les délais et les calendriers. Le métro sera là en 2018, je m'y engage* ».

Les Villejuifois veulent aussi savoir qui sera l'exploitant de la ligne rouge sud, préférant la RATP à la SNCF. Sur cette question, la société du Grand Paris indique qu'elle n'effectuera pas d'appels d'offres avant 2015 ou 2016 et que le STIF sera le seul décideur.

Préoccupations environnementales et sociales

Nathalie Gandais, représentante du groupe EELV de Villejuif exprime pour sa part ses inquiétudes concernant l'impact sur le parc des Hautes Bruyères, alors que la gare Villejuif – Institut Gustave Roussy sera installée à ses portes, et s'interroge à propos des expropriations qui ont déjà commencé alors que les travaux ne sont pas entamés. Elle rappelle en outre la nécessité de désengorger la ligne 7 du métro d'ici à l'ouverture de la ligne rouge du Grand Paris Express.

Concernant la préservation du Parc des Hautes Bruyères, Christine Revault-d'Allonnes-Bonnefoy, conseillère régionale PS représentant le STIF, légèrement agacée, juge la question "*malvenue*", rappelant que le schéma directeur de la région (SDRIF) et celui du projet prévoient de ne pas impacter le parc. Concernant les expropriations, un représentant de la Société du Grand Paris assure que « *les expropriations ne concernent que le secteur du transport et sont conditionnés à une déclaration d'utilité publique*. Un couple d'expropriés regrette pourtant la méthode employée, à savoir l'organisation de la concertation après leur avoir demandé de quitter les lieux. »